

Questions orales

Monsieur le Président, on en donne plus aux pauvres et moins aux riches. Voilà une politique sociale qui a de l'allure!

[Traduction]

LE BUDGET**LES CONSÉQUENCES DE LA FERMETURE DE LA BFC À SUMMERSIDE (Î.-P.-É.)**

M. Joe McGuire (Egmont): J'ai une question à poser au premier ministre, monsieur le Président. Le 15 octobre dernier, à Summerside, dans l'Île-du-Prince-Édouard, le premier ministre a déclaré:

Dans l'avenir, le Canada n'en fera pas moins pour chacun d'entre vous. Il s'occupera mieux de tous. Notre gouvernement a pris parti pour la justice sociale et l'équité à l'égard des Canadiens.

Maintenant, monsieur le Président, le premier ministre peut-il concilier cette déclaration avec l'épreuve qu'il vient d'infliger à la ville de Summerside et ses environs? Comment peut-il justifier la fermeture du plus important établissement de l'ouest de l'Île-du-Prince-Édouard, la seule base militaire de la province? Toute l'économie, déjà fragile, de cette région s'en trouvera perturbée.

Une voix: Quelle honte!

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, les mesures prises dans le cadre du budget montrent que notre gouvernement se préoccupe de la dette toujours croissante de notre pays.

M. McGuire: Et de Summerside?

M. McKnight: Nul gouvernement n'a accordé autant d'importance à la défense de notre pays. Mais pour garder notre souveraineté économique, nous devons régler sans tarder le problème de la dette.

En fermant ces sept bases ou postes militaires et en réduisant la taille de sept autres, nous pourrions avec ces économies, fournir aux hommes et aux femmes, qui continuent à servir le Canada, le matériel dont ils ont besoin, tout en nous attaquant nous-mêmes à la dette toujours plus lourde dont ont hérité le pays et le gouvernement en 1984.

M. McGuire: Monsieur le Président, vous savez sans doute que les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard célèbrent la 125^e anniversaire de la première des réunions qui ont mené à la fédération de notre pays. Toutefois, monsieur le Président, comment peut-on célébrer la perte de 3 000 emplois et l'exode de capitaux de 90 millions de dollars? Comment peut-on célébrer la mort d'une petite collectivité?

Je demande au premier ministre de revenir sur sa décision. Suis-je censé être le dernier habitant des Maritimes qui doit demander à ses voisins et amis de bien vouloir éteindre la lumière lorsque le dernier quittera Summerside?

Des voix: Bravo!

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, il me semble que le député a une bonne mémoire. Il reconnaîtra que Summerside existait bien avant la construction de la base.

M. Turner (Vancouver Quadra): Fantastique!

M. McKnight: Cela dit, le gouvernement actuel doit prendre des mesures très sévères pour lutter contre les frais d'intérêt croissants qu'il faut payer sur la dette nationale tout en continuant à fournir l'équipement nécessaire aux hommes et aux femmes qui servent leur pays.

Les économies réalisées grâce à la fermeture de Summerside s'élèvent à plus de un milliard de dollars au cours de l'année de planification, et ce député appartient à un parti dont le chef a demandé que le budget de la défense soit réduit de 15 milliards de dollars.

Une voix: En abandonnant les sous-marins, pas Summerside.

* * *

LE BUDGET**ON DEMANDE LE RETRAIT DU BUDGET**

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. L'opposition est d'avis que le budget a été invalidé par la fuite et qu'il doit être retiré, peu importe la responsabilité ou l'irresponsabilité du ministre et peu importe que le geste posé relève de la criminalité, de la négligence ou de l'innocence.

Si l'enquête de la GRC révèle que certaines personnes ont profité de la fuite, qu'il y ait ou non des poursuites, le ministre va-t-il retirer son budget?

M. le Président: Je dois souligner que la question du député est très hypothétique. Le ministre peut répondre, mais il n'est pas tenu de le faire.

M. Kaplan: Monsieur le Président, le ministre est-il disposé à reconnaître qu'il devrait retirer le budget à cause de la fuite quelles que soient ses raisons ou sa théorie en matière de responsabilité ministérielle, théorie que nous rejetons, et comment peut-il présenter à la Chambre un budget qui a fait l'objet d'une fuite en sachant que certains ont pu en profiter?